

L'IATA met en garde contre les « désastreuses » hausses de taxes sur l'aviation en France

L'Association du transport aérien international (IATA) prévient que les hausses de taxes sur le transport aérien du gouvernement français seraient désastreuses pour l'économie de la France.

On s'attend généralement à ce que le gouvernement français augmente de façon considérable les taxes sur les passagers aériens dans le cadre d'un paquet général de nouvelles taxes destinées à combler le déficit budgétaire de la France. Mais il est démontré que les pays ayant les taxes sur l'aviation les plus élevées se sont remis plus lentement de la crise pandémique. Les augmentations de taxes touchant l'aviation en France vont endommager davantage sa reprise et la capacité de l'aviation de générer des bienfaits économiques et des revenus fiscaux.

« Si les propositions de taxes sont mises en œuvre, ce sera désastreux pour la France. Vous ne pouvez vous taxer vous-même sur la prospérité. L'aviation est un moteur d'emploi et de prospérité, ainsi qu'un accélérateur éprouvé de croissance des autres composantes de l'économie », déclare Willie Walsh, directeur général de l'IATA.

Il poursuit : « Il est essentiel que le gouvernement français effectue une évaluation de l'impact de ces taxes. La proposition est un geste de panique et témoigne d'un manque de réflexion commune. Le gouvernement est-il conscient que la France a moins de passagers et dessert moins de destinations qu'avant la pandémie ? Le ministre du Tourisme n'est-il pas préoccupé par le fait que la cible de 100 millions de touristes sera moins atteignable avec ces taxes ? Comment le ministre de l'Environnement pense-t-il que le prélèvement d'un milliard d'euros de l'aviation française va aider la transition massivement onéreuse aux carburants d'aviation durables ? Qu'est-ce que le premier ministre peut nous dire sur ces taxes qui vont frapper le plus durement les entreprises françaises et nuire aux emplois français ?

Les Suédois ont réagi à la stagnation de leur croissance en abolissant les taxes sur l'aviation. La France devrait suivre leur exemple. La seule réponse possible au déficit français est de faire croître son économie et élargir sa base fiscale, et non pas de taxer les secteurs productifs de l'économie jusqu'à la paralysie », conclut M. Walsh.